

dodis.ch/48502

*L'Ambassadeur de Suisse à Lisbonne, G. E. Bucher, à la Direction politique
du Département politique¹*

AFFAIRE SPÍNOLA

Lisbonne, 14 avril 1976

L'affaire Spínola/Wallraff² continue d'avoir un très fort écho au Portugal. Tant la presse que les autorités militaires et civiles examinent et commentent ses détails. À l'exception du «Diário» et du «Diário de Lisboa», quotidiens proches des communistes qui restent prudents, tout le monde est persuadé qu'il s'agit d'une «machination» dirigée moins contre Spínola lui-même (qui une fois de plus s'est laissé prendre) que contre les chefs militaires modérés qui lui sont relativement proches et qui, selon les déclarations de Wallraff, seraient en contact avec lui. Il s'agit surtout des généraux Ramalho Eanes³, chef d'état-major de l'armée de terre, Morais e Silva, chef de l'aviation, et Pires Veloso, commandant en chef de la région militaire du Nord. L'amiral Souto Cruz de la marine semble également être impliqué.

Lors d'une manifestation du parti communiste même Cunhal⁴ a déclaré qu'il s'agissait d'une conspiration terroriste tragi-comique et que les allusions

1. *Lettre*: CH-BAR#E2001E-01#1988/16#5071* (B.41.21).

2. *Sur le séjour de A. de Spínola en Suisse, cf. la notice de L. Dessibourg du 4 mars 1976, dodis.ch/48126; le PVCF N° 490 du 15 mars 1976, dodis.ch/50429 et le télégramme N° 62 du 8 avril 1976, dodis.ch/50430.*

3. *Sur A. Ramalho Eanes, cf. le télégramme N° 124 de E. R. Lang au Département politique du 9 septembre 1977, dodis.ch/50441. Sur la visite que lui fait P. Graber, cf. le compte rendu de G. E. Bucher du 19 septembre 1977, dodis.ch/48125.*

4. *Sur Á. Barreirinhas Cunhal, cf. DDS, vol. 27, doc. 39, dodis.ch/48504.*



du «Stern» à certaines hautes personnalités militaires sont fausses et des calomnies. Cunhal insista sur le fait qu'il s'agissait de manipulations politiques et posa la question de savoir quelles sont les forces terroristes qui incitent à la conspiration et qui l'approuvent.

En ce qui concerne l'expulsion de Spínola par le Conseil fédéral⁵, on ne trouve pratiquement pas de commentaires dans la presse. Je craignais un peu des remarques déplaisantes surtout de la part des organes socialistes puisque Mário Soares venait de déclarer qu'il ne verrait aucun inconvénient d'être Premier ministre si Spínola était le Président de la République.

Je vous remets, sous ce pli, toute une série d'articles de presse concernant cette affaire. Il s'agit soit de commentaires, soit de déclarations de hautes personnalités.

5. Cf. le PVCF N° 636 du 7 avril 1976, dodis.ch/50320; le PVCF de décision II du 8 avril 1976 de la 14^{ème} séance du 7 avril 1976, dodis.ch/50319 et l'Arrêté du Conseil fédéral du 8 avril 1976, dodis.ch/50321. Sur la suite de l'affaire, cf. le PVCF N° 2103 du 24 novembre 1976, dodis.ch/50431 et le PVCF N° 1313 du 17 août 1977, dodis.ch/48127.